

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SVDM _CALITOM_Déchetterie de Vars (La Boixe)

ZE La Braconne
19 route du lac des Saules
16600 Mornac

Références : 2026_521_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0100291655

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SVDM _CALITOM_Déchetterie de Vars (La Boixe) implanté La Gare 16330 La Boixe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SVDM _CALITOM_Déchetterie de Vars (La Boixe)
- La Gare 16330 La Boixe
- Code AIOT : 0100291655
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Vars a été mise en service en 1997 sous le régime de la déclaration. Suite à une extension en 2007, suivie du changement des rubriques de la nomenclature des installations classées, elle relève du régime de l'enregistrement par bénéfice de l'antériorité, actée le 25/04/2013 avec nombre d'autres déchetteries gérées par CALITOM sur le département.

Les capacités maximales autorisées sur le site sont les suivantes :

- déchets dangereux (rubrique 2710-1b) : 6,4 t (régime de la déclaration)
- déchets non dangereux (rubrique 2710-2a) : 303,2 m³ (régime de l'enregistrement)

La déchetterie est composée de 12 quais sur une surface imperméabilisée d'environ 3 000 m² (le 12^e quai pour les cartons a été ajouté depuis la dernière inspection mais cet ajout ne change pas les volumes précités)

Nombre d'employés sur site : 1 à 2 en fonction de la saison.

Aucun incident ou accident n'a été déclaré sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Gestion des effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 25/04/2013, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Plans des locaux et schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
6	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
7	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
9	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1
10	Prévention des chutes et collisions.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
12	Stockage rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1
13	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
14	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35
15	Réception et entreposage	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42-I

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont globalement bien entretenues et le site est propre.

Les documents fournis attestent d'un suivi attentif de l'installation.

L'exploitant a bien pris en compte le renforcement des mesures de la réglementation liées à la prévention/gestion du risque incendie.

La question de la déclaration GEREPE reste d'actualité et à traiter comme déjà rencontré sur d'autres sites car à ce jour, il n'y a pas de déclaration propre à chaque déchetterie mais une déclaration globale du groupe Calitom et il a été constaté de plus qu'un autre exploitant utilise le même n° AIOT pour déclarer.

Les améliorations à envisager concernent la mise en place d'un dispositif pérenne pour éviter de rejeter au milieu naturel des eaux polluées en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2013, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : Le tonnage de déchets dangereux déclarés au titre de la rubrique 2710-1-b est de 6,4 tonnes. Le volume de déchets non dangereux déclarés au titre de la rubrique 2710-2-b est de 303,2 m ³
Constats : Bien qu'une benne ait été ajoutée (12 au lieu de 11), le volume maximal de déchets non dangereux pouvant être présents au niveau des bennes et le volume total de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation respecte celui déclaré. Selon l'exploitant, la somme des déchets dangereux pouvant être présents sur site respecte également le tonnage global autorisé, l'exploitant a présenté un tableau Excel à l'inspection détaillant l'état des stocks. Les tonnages présents respectent le tonnage maximal déclaré. Il est toutefois noté qu'aucune déclaration propre à la déchetterie n'apparaît dans l'application Trackdechets, seule la déclaration globale pour la société CALITOM basée à Mornac Siret n° 25160266000044 y figure. Cette situation n'est pas satisfaisante d'autant qu'elle se retrouve sur les autres déchetteries (constat sur la déchetterie de Ruffec) et ne permet pas de retracer les déchets issus de la déchetterie de Vars.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de proposer une disposition permettant d'assurer une traçabilité des déchets dédiée à la déchetterie, par exemple en créant un compte Trackdechets spécifique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration annuelle des déchets
Prescription contrôlée : [...] II. - L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.... » Cette déclaration comprend :- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/UE susvisée »;- la quantité par nature du déchet ;- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. Annexe I : « a) Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...]
Constats : Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 sont susceptibles de s'appliquer dès lors que plus de 2 tonnes de déchets dangereux sont expédiés annuellement de la déchetterie. Considérant que le volume de déchets dangereux susceptibles d'être collectés dépasse significativement ce seuil, une déclaration annuelle GERE propre à cette déchetterie doit être réalisée. Or, sur l'application GERE : <ul style="list-style-type: none">• comme déjà constaté sur d'autres déchetteries, il n'existe pas de déclaration spécifique pour l'établissement. Les 2 seules déclarations GERE existantes pour 2021, 2022, pour Calitom (AIOT numéro 0007203525) correspondent au siège de la société : Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom• pour les années 2023, 2025 des déclarations non finalisées ne correspondent pas à l'installation mais au syndicat mixte Bil Ta Garbi basé à Bayonne pour 2025• il n'existe pas de déclaration pour 2024. Cette situation n'est pas satisfaisante d'autant qu'elle se retrouve sur les autres déchetteries (constat sur la déchetterie de Ruffec) et ne permet pas de retracer-quantifier les déchets issus de la déchetterie de Vars.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois : <ul style="list-style-type: none">• de mettre en place un compte GERE dédié à la déchetterie, permettant de procéder à une déclaration annuelle GERE propre à celle-ci• de faire part à l'inspection des démarches entreprises pour que le numéro AIOT de son établissement ne soit pas utilisé par d'autres exploitants (courriel à l'exploitant indélicat et retour de celui-ci) afin de régulariser la situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]
Constats : Les locaux visités sont propres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Sur site il a pu être constaté le jour de la visite: <ul style="list-style-type: none">• la présence d'affiches et panneaux au voisinage des zones de stocks de produits dangereux• l'identification des produits dangereux tels que symboles normalisés sur le plan général.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Le rapport de vérification périodique établi par Apave en date du 31/03/2025 au titre du code du travail ne comporte aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes de détection et d'extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Le local technique comportant le tableau général basse tension électrique (TGBT) est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant a transmis une fiche dédiée au suivi des équipements de sécurité du site mentionnant la vérification du détecteur en septembre 2025 et la nécessité de prévoir son remplacement avant fin 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le rapport de visite de Chronofeu du 05/05/2025 mentionne que les 2 extincteurs présents sont à remplacer (date d'épreuve périmée). L'exploitant a justifié sur site leur remplacement. Il prévoit de mettre en place 3 extincteurs en extérieurs car à ce jour les 2 extincteurs sont situés dans le bureau et l'atelier et aucun extincteur n'est présent en extérieur sur la plateforme. Un plan avec description des dangers pour chaque local est en place au bureau. Il a été constaté le bon état visuel de la bache d'eau de 120 m ³ et de son remplissage. La bache est à distance des stockages et est accessible facilement pour les secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plans des locaux et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des locaux et schéma des réseaux.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : Un seul et même plan est utilisé simultanément pour représenter les équipements d'alerte et de secours, les locaux, les réseaux. Ce plan bien que récent est peu lisible, par le manque de contraste des éléments. L'exploitant en a conscience et étudie la réalisation d'un plan plus facile à exploiter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit un plan de ses équipements d'alerte et de secours, de ses locaux et de ses réseaux facile à exploiter, le cas échéant il distingue sur 2 plans distincts d'une part l'emplacement des locaux avec les équipements d'alerte et de secours et d'autre part un plan/schéma des réseaux. Il en transmet une copie informatique à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : I. Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les

mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes ; »

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

II. Maîtrise des incendies.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]

Constats :

L'exploitant a établi un plan de défense contre l'incendie. A cet effet il a rédigé un document dénommé fiche réflexe incendie qui comporte les items nécessaires.

Il a transmis ce document aux services d'incendie et de secours, et l'a mis en place sur site.

Lors de l'inspection, le téléphone filaire permettant d'appeler les secours a été testé et constaté fonctionnel.

L'exploitant a bien organisé un exercice de défense contre l'incendie avant le 1^{er} juillet 2024. Celui-ci s'est déroulé le vendredi 12 avril 2024 matin et portait sur la combustion d'un fumigène placé au niveau de la benne « Cartons » pour simuler un départ de feu.

L'exercice a fait l'objet d'un compte-rendu transmis à l'inspection. Ce compte-rendu fait ressortir les points positifs, les points à améliorer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des chutes et collisions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions.
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : Il est constaté que les quais de déchargement des déchets situés en hauteur comportent un dispositif anti-chute des piétons adapté (barre simple ou double), le long des zones de déchargement. Les quais comportent un trottoir afin d'éviter la chute de véhicules en contre-bas. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service, information mentionnée sur panneau.. Il n'est pas constaté d'encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons dans les locaux, voies de circulation et aires de stationnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage rétention
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :

Matières en suspension totales	100 mg/l
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	100 mg/l
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10mg/l

Constats :

Rappel des constats et demandes lors des inspections du 24/03/2014 et du 22/03/2021:

L'exploitant doit mettre en œuvre un système permettant la récupération des eaux d'extinction sans qu'elles ne passent par le séparateur d'hydrocarbure et ainsi éviter d'être émises dans le milieu naturel.

L'exploitant indiquera la date de réalisation des actions correctives choisies et informera l'Inspection lorsque les travaux seront faits. Les consignes de sécurité seront à mettre à jour.

Lors de l'inspection de ce jour, il est constaté que:

- les batteries sont stockées dans des bacs de rétention adaptés
- les produits dangereux sont stockés dans des containers dédiés dans un local spécifique, avec rétentions
- la cuve d'huile de vidange est à double enveloppe

En revanche, s'agissant du confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors

d'un sinistre, l'exploitant a indiqué, s'agissant de la demande formulée lors des inspections précédentes :

- les effluents sont récupérés en partie basse de la déchetterie, les rétentions sont réalisées par les trottoirs et à l'intérieur des réseaux enterrés
- il n'a pas mis en œuvre de système fixe pérenne sur site permettant d'éviter que les effluents potentiellement pollués ne passent par le séparateur d'hydrocarbures et ne soient émis dans le milieu naturel, mais il utilise un système de type boudruche portative gonflable.

Lors de l'inspection, il a été procédé à un exercice en vraie grandeur du dispositif pour s'assurer de son caractère fonctionnel et efficace.

La démarche nécessite de transporter sur environ 50 mètres la-dite boudruche, un compresseur et de dérouler la longueur de câble d'alimentation électrique également sur 50 mètres. Cette démarche fastidieuse bien que réalisée à 2 le jour de l'inspection, alors que l'agent peut souvent être seul sur site, n'a pas pu aboutir car la réserve de câble s'est avérée insuffisante pour atteindre le regard comportant l'orifice à obturer par la boudruche.

En conclusion, le dispositif mobile retenu n'est pas fonctionnel. Il convient d'installer un système pérenne à poste fixe de type vanne d'isolement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant installe, **sous 6 mois**, un système d'isolement à poste fixe permettant d'éviter de rejeter dans le milieu naturel les eaux d'extinction. L'exploitant informe l'Inspection lorsque les travaux seront achevés.

Dans l'attente, il pallie les anomalies rencontrées le jour de l'inspection en remplaçant le câble électrique de façon à permettre la mise en œuvre du dispositif mobile d'isolement et transmet les justificatifs tels que photos.

L'absence d'actions correctives et de justificatifs expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Stockage rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de déchets dangereux
Prescription contrôlée : Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaisant à l'obligation mentionnée au premier alinéa de cet article.
Constats : Sur site, il est constaté que les D3E avec batteries sont séparés des autres D3E.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les 2 BSDD de vidange du séparateur hydrocarbures datés du 09/10/2025 ont été transmis (eaux et boues).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet.
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l. Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ; c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain. - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
Constats : Les analyses des eaux résiduaires ont été effectuées le 17/09/2025. Les valeurs sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Réception et entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42-I
Thème(s) : Risques chroniques, Réception et entreposage
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.
Constats : Sur site, il a pu être constaté le jour de l'inspection que: <ul style="list-style-type: none">- les bennes, casiers, conteneurs sont correctement identifiés,- les bennes ne sont pas excessivement remplies, le personnel y est attentif.
Type de suites proposées : Sans suite